

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL  
PRÉSENTÉ AU  
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL  
Ottawa, Ontario  
Réunion des 22 et 23 mars 2017**

Consœurs, confères et amis,

Nous nous apprêtons à mettre en place notre programme *Aller de l'avant* pour résister aux concessions, aux conventions collectives avec disparités de traitement, à l'augmentation de la violence dans nos milieux de travail et au travail précaire. Le SCFP national a le plan et les ressources nécessaires pour soutenir ses sections locales d'un bout à l'autre du pays.

Notre Caisse nationale de défense continue de croître, après que les délégués au congrès national de 2015 aient décidé d'augmenter la portion des revenus de cotisation consacrés aux campagnes et au recrutement. Ce fonds séparé soutient nos campagnes à frais partagés. Et les sections locales, en contribuant un montant égal, doublent les ressources disponibles pour résister aux attaques lancées contre nous.

Nous avons terminé les réunions du personnel régional et national pour 2017. En plus d'une détermination renouvelée à lutter contre les concessions et à obtenir des gains dans les négociations, les membres du personnel mettent la table pour un plan plus systématique de planification stratégique et de négociations coordonnées.

***Budget 2017***

Avec les programmes d'austérité prolongés imposés par des gouvernements bien décidés à réduire les impôts, à se décharger des services qu'ils offrent et à geler les dépenses, le SCFP et l'ensemble du mouvement syndical doivent relever des défis croissants. De plus en plus, nous sommes la voix de la résistance aux forces qui défendent les besoins des grandes entreprises au détriment de ceux des travailleurs et de notre planète.

La croissance de nos revenus continue de ralentir, principalement à cause des hausses salariales minimales ou inexistantes, de l'augmentation des emplois précaires dans nos milieux de travail et du nombre élevé de nouveaux membres qui commencent au bas de l'échelle salariale.

Depuis quelques années, la croissance des revenus du SCFP a considérablement ralenti et nous ne prévoyons qu'une modeste augmentation en 2017. Les salaires de base de nos membres devraient augmenter en moyenne de 1,5 % pendant que les niveaux d'effectif devraient stagner.

Les projections combinées de la croissance de l'effectif et des salaires pour 2017 indiquent une hausse de 1,9 % des revenus de capitation par rapport aux chiffres réels de 2016. Le coût pour commencer l'année est de près de 3 millions de dollars, ce qui laisse un peu moins de 2 millions de dollars de nouveaux revenus à consacrer à nos priorités cette année.

Le budget de 2017 comprend les engagements suivants :

- Assurer le financement des initiatives d'orientation stratégique adoptées par le congrès national.
- Prioriser les ressources en dotation de personnel pour prolonger les 11 postes temporaires qui ont été ajoutés en 2015 et 2016. Il aurait été préférable de les convertir en postes permanents, mais ce ne sera pas possible tant que nous n'aurons pas réglé nos obligations en matière de solvabilité du régime de retraite.
- Ajouter un poste de conseiller à l'égalité au bureau régional de l'Ontario.
- Ajuster les dépenses consacrées aux congés annuels et aux indemnités de départ et d'ILD pour les harmoniser aux nouvelles prévisions de notre actuaire. Maintenir notre engagement à accorder assez de ressources aux avantages sociaux futurs conformément à la feuille de route créée par le Conseil exécutif national en 2005.
- Accroître le budget de la technologie de la Direction des finances et de l'administration pour tenir compte des dépenses en immobilisation et des importantes mises à niveau des programmes de logiciel.
- Compléter plusieurs importants projets de rénovation de bureaux du SCFP en 2017. Conformément à la pratique établie, l'ameublement de bureau continuera à être mis à niveau au besoin.
- Tenir compte des hausses (ou baisses) prévues en 2017, comme le loyer, le matériel, les coûts d'assurance, etc. Pour 2017, cela inclut les économies attendues grâce au remplacement des photocopieuses de tout le syndicat.
- Augmenter le budget des loyers en Colombie-Britannique pour tenir compte de la structure de coûts plus élevée anticipée dans le nouvel édifice qui devrait être occupé au début de l'automne 2017.
- Compléter le projet amorcé l'an dernier pour installer le Wi-Fi dans les salles de conférence de la plupart des bureaux du SCFP.
- Remplacer la majorité des combinés téléphoniques par Skype pour entreprises, car nos systèmes téléphoniques atteindront la fin de leur cycle de vie en 2017.

- Maintenir le poste d'analyste technique responsable du développement et du maintien de la GRM.
- Modifier un poste vacant aux ressources humaines en tant qu'agent de la santé-sécurité qui coordonnera et assurera le respect des obligations du SCFP comme employeur à ses 856 membres du personnel régis par sept conventions collectives dans des provinces dont les cadres législatifs diffèrent.

Le budget des dépenses électorales a augmenté de 182 000 \$ afin d'assurer les ressources nécessaires pour faire face au niveau d'activité électorale prévu en 2017. Une fois ces priorités prises en compte, il nous reste un surplus pour l'exercice de 1 596 \$.

Dans mes rapports précédents, j'ai mentionné les défis associés au test de solvabilité de notre régime de retraite. Nous avons fait d'importants progrès à ce chapitre au cours des six derniers mois. Nous avons travaillé avec nos syndicats du personnel à trouver une solution au test de solvabilité de notre régime de retraite. Si nous ne la trouvons pas, le SCFP pourrait devoir payer entre 10 et 14 millions de dollars chaque année pour les dix prochaines années. Nous discutons avec le gouvernement ontarien, où notre régime de retraite est enregistré, afin d'obtenir une exemption de paiements en restructurant notre régime.

### ***Défis régionaux***

Dans plusieurs régions du pays, nous sommes aux prises avec des restructurations des systèmes de santé, ce qui implique que les membres des syndicats doivent voter pour se choisir un syndicat. Au lieu de canaliser les ressources pour améliorer les services, ou de développer des structures multisyndicales, les gouvernements redessinent les limites et les structures administratives, obligeant les syndicats à se faire concurrence entre eux.

Au Québec, au cours des derniers mois, 15 000 membres du SCFP ont tenu des votes d'allégeance dont les résultats seront publiés en mars et avril. Je suis extrêmement fier du travail de campagne et de l'engagement de nos sections locales et de notre personnel dévoué tout au long de ce difficile processus. Les sections locales de la santé au Québec ont profité de l'occasion pour faire campagne en faveur d'un meilleur système de soins de santé et ont conjointement consacré des ressources sans précédent à cette aventure.

D'autres votes d'allégeance auront aussi sans doute lieu bientôt en Ontario, en Saskatchewan et au Manitoba.

### ***Négociations du personnel du SCFP***

Je suis heureux de signaler que nous avons conclu le renouvellement de quatre conventions collectives avec le Syndicat canadien du personnel (SCP). Nous avons des accords de principe avec UNIFOR, l'UIES et le SEPB. Nous pouvons maintenant nous concentrer sur les deux dernières conventions collectives qui restent à négocier.

## ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

### *Caisse générale*

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2016, était de 235,3 millions de dollars, comparativement à 216,2 millions de dollars au 30 septembre 2016 et à 207,2 millions de dollars au 31 décembre 2015. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 31 décembre 2016, était de 22,9 millions de dollars comparativement à 15,2 millions de dollars au 30 septembre 2016 et à 14,8 millions de dollars au 31 décembre 2015. Le solde bancaire inclut des réserves de liquidités internes destinées aux prestations de retraite, à la capitalisation du régime de retraite, au congrès de 2017, à une réserve pour la gestion des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 169,9 millions de dollars au 31 décembre 2016, en hausse de 14,1 millions de dollars comparativement à 155,8 millions de dollars au 30 septembre 2016.

Grâce à la bonne gouvernance du SCFP qui s'est doté d'une feuille de route pour les avantages sociaux futurs en 2005, nous continuons de progresser vers l'atteinte de notre but, qui est d'inscrire tout le passif de capitalisation des avantages sociaux futurs au bilan. Avec l'inflation, l'augmentation des coûts de la santé, la hausse des salaires et le reste, on peut s'attendre à ce que le passif réel augmente chaque année.

En 2016, nous avons inscrit un passif additionnel de 10,4 millions de dollars, ce qui porte le passif total inscrit à 107,3 millions de dollars. Le passif réel au 31 décembre 2015, était de 184,4 millions de dollars. Nous terminerons bientôt notre processus annuel d'évaluation actuarielle pour déterminer le passif total au 31 décembre 2016 et nous pourrions alors recalculer où nous en sommes dans les efforts pour inscrire le passif total au bilan.

Le solde de la Caisse au 31 décembre 2016, se situait à 65,4 millions de dollars, dont 5,3 millions de dollars sont réservés comme suit : Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales, 1,1 million de dollars et Fonds pour les édifices régionaux, 4,2 millions de dollars. Du solde de la Caisse, nous avons investi 58,0 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction de 2,1 millions de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux et les gains non matérialisés sur les placements) pour 2016 est de 2 790 098 \$ comparativement à un surplus prévu de 752 156 \$. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 2 183 574 \$ et le revenu total est supérieur de 1 208 292 \$. Les dépenses totales sont inférieures au budget de 829 650 \$.

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique, au fonds de riposte et au projet « Pour un monde plus juste » étaient inférieures au budget de 1 260 000 \$.

2. Les coûts fixes du personnel étaient inférieurs au budget de 1 219 000 \$. Ce poste budgétaire n'est jamais entièrement dépensé depuis quelques années et il a été réduit de 500 000 \$ pour le budget de 2017.
3. Les coûts de loyer étaient inférieurs au budget de 570 000 \$ étant donné les sommes additionnelles prévues pour le nouveau bureau régional de la C.-B. Ces coûts ne seront pas engagés jusqu'à ce que nous emménagions, en 2017.
4. Les programmes des services nationaux ont été supérieurs au budget de 217 000 \$ uniquement à cause des frais juridiques et d'arbitrage approuvés pour le cumul de l'exercice.
5. Le coût du programme des membres-formateurs à la Direction du développement syndical ont été supérieurs au budget de 285 000 \$, une somme qui a été compensée par le fait que les coûts d'autres programmes de la Direction ont été inférieurs au budget.
6. Les coûts du programme de technologie à la Direction des finances et de l'administration ont été supérieurs au budget de 325 000 \$, une situation qui s'explique en grande partie par les importants investissements consacrés à la révision complète de nos outils de logiciel sur mesure, comme le SISL et le SICC, qui seront intégrés au nouveau système de relation membre.

### ***Caisse nationale de défense***

Au 31 décembre 2016, l'actif total s'élevait à 16,3 millions de dollars, comparativement à 13,7 millions de dollars au 30 septembre 2016 et à 10,6 millions de dollars au 31 décembre 2015. Le solde au 31 décembre 2016, était de 4,7 millions de dollars, comparativement à 4,4 millions de dollars au 30 septembre 2016. En outre, nous avons des placements totalisant 9,7 millions de dollars au 31 décembre 2016.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 2,1 millions de dollars, comparativement à 523 000 \$ au 30 septembre 2016. Nous avons aussi un passif de 5,5 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, en hausse par rapport à une somme de 4,6 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent. Enfin, nous devons 2,1 millions de dollars à la Caisse générale, une somme qui a été transférée au début de la nouvelle année.

Les campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national pour 2016 ont totalisé 3 311 860 \$ sur un budget annuel de 3,1 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont établies à 1 815 980 \$, tandis que les initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 3 085 592 \$ sur un budget annuel de 2 460 000 \$. Le total des dépenses consacrées aux initiatives régionales s'est établi à 2 023 378 \$.

### ***Caisse nationale de grève***

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2016 s'élevait à 95,0 millions de dollars, comparativement à 93,0 millions de dollars au 30 septembre 2016 et à 85,5 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cet actif était formé de 4,7 millions de dollars en liquidités, de 1,8 million de dollars en capitation à recevoir et de 88,6 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 279 000 \$, en hausse par rapport à la somme de 47 000 \$ au 30 septembre 2016.

Au 31 décembre 2016, le solde de la Caisse s'établissait à 94,8 millions de dollars, comparativement à 93,0 millions de dollars au 30 septembre 2016 et à 84,5 millions de dollars au 31 décembre 2015.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, étaient de 12,6 millions de dollars au 31 décembre 2016 et les dépenses pour l'année se sont élevées à 6,0 millions de dollars, ce qui donne lieu à un surplus net pour le cumul de l'exercice de 6,6 millions de dollars, avant les gains non-matérialisées de 3,7 millions de dollars.

### **STRIKES, LOCKOUTS ET RÉGLEMENTS**

Section locale 2974 – Employés de la bibliothèque du comté d'Essex, 45 membres en grève du 25 juin 2016 au 14 février 2017.

Section locale 4914 – Employés de la Société d'aide à l'enfance (SAE) de Peel, 436 membres en grève du 23 septembre au 17 décembre 2016.

Section locale 2049 – Société d'aide à l'enfance du district de Nipissing et Parry Sound, 117 membres en lock-out depuis le 27 décembre 2016.

Section locale 32 – La Corporation de la Ville de Cambridge (cols bleus), 160 membres en grève du 2 au 7 février 2017.

Section locale 4155 – Conseil scolaire de district catholique des écoles françaises de l'Est Ontarien #65, 260 membres en grève du 7 au 14 février 2017.

Section locale 2500 – Employés de l'Université Laval, 1 730 membres en grève depuis le 9 février 2017.

Section locale 1281 – Employés de l'Union étudiante de Ryerson, un membre travaillant pour la section locale 3913 du SCFP, en lock-out du 16 au 24 février 2017.

Section locale 1882 – La Corporation de la Ville de Cambridge (cols blancs), 170 membres en grève du 17 au 24 février 2017.

Section locale 2073 – Société canadienne de l'ouïe, 227 membres (conseiller, instructeurs en alphabétisation, audiologistes, orthophonistes, interprètes et formateurs d'interprètes,

personnel de bureau, coordonnateurs de programmes, adjoints aux programmes, spécialistes en technologie de l'information et autres membres du personnel de 24 bureaux de la Société canadienne de l'ouïe de l'Ontario) en grève depuis le 6 mars 2017.

Section locale 4600 – Université Carleton, chargés de cours et adjoints à l'enseignement, 2 800 membres, en grève le 6 mars 2017.

## **RETARDS DANS LE PAIEMENT DE LA CAPITATION**

Pour le trimestre terminé en décembre 2016, le total des capitations en retard s'élevaient à 6 697 297 \$, soit une diminution de 2 024 904 \$ ou 23,22 % par rapport au trimestre précédent terminé en septembre 2016. Le total des retards a diminué de 13,36 % par rapport à décembre 2015.

## **RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

Le plan de gestion de l'information-technologie de l'information (GI-TI) continue d'avancer sous la gouverne du comité de direction de la GI-TI. Au cours des prochains mois, le Service de la TI se consacrera surtout au lancement des nouvelles versions du système de gestion de la relation membre (SGRM), au renforcement du système de gestion électronique des documents (SGED) du SCFP et à l'amélioration continue de l'infrastructure de la TI pour le personnel.

### ***Développement de systèmes :***

#### ***Système de gestion de la relation membre (SGRM)***

Le lancement 2B du SGRM devrait se faire d'ici la fin du 1<sup>er</sup> trimestre de 2017. Cette phase est axée surtout sur les conseillers syndicaux. Lorsqu'un conseiller ouvrira le SGRM, il verra une page « Tableau de bord » qui affichera une liste de ses affectations courantes ainsi que d'autres renseignements pertinents, comme les coordonnées de la section locale, la date de l'avis de négociation, le dernier rapport des syndicats reçu et des liens rapides pour ouvrir la plus récente convention collective. Les autres nouvelles caractéristiques notables de cette version sont l'intégration du système Maurice du Québec et la migration des conventions collectives du Québec vers le module de conventions collectives (CC) du SGRM.

La version 3 est prévue pour le 2<sup>e</sup> trimestre de 2017. Elle comprendra un nouveau module d'éducation pour la DDS qui appuiera la planification et la prestation de cours aux membres du SCFP grâce à des éléments comme l'accès centralisé aux documents d'éducation, les calendriers des ateliers et des cours dans les régions, l'inscription en ligne, le suivi centralisé de la participation et de meilleurs outils de présentation de rapports.

#### ***Système de gestion électronique des documents (SGED)***

Le projet de SGED du SCFP progresse bien grâce au travail de l'équipe du projet et des chefs de l'information, un groupe nommé par la direction du SCFP et formé des secrétaires

exécutives, des adjointes et adjoints administratifs et des agentes et agents administratifs de tout le SCFP. Le personnel travaille plus efficacement avec Office 365, qui comprend Skype pour entreprises et OneDrive pour entreprises.

La collaboration avec nos membres, dont nos comités nationaux, est maintenant possible grâce à Office 365 Groupes. La formation en Office 365 Groupes, les présentations et la documentation sont sous la responsabilité des chefs de projet. En outre, les chefs d'information ont donné un nouveau nom au SGED du SCFP : Infonuagique SCFP.

Le projet devrait livrer la solution SGED intérimaire d'ici juillet 2017, une fois terminée la formation sur OneDrive pour entreprises.

### ***Infrastructure de la TI :***

#### ***Opérations***

Le SCFP a amorcé un projet pilote de Skype pour entreprises dans le but de remplacer son actuelle infrastructure téléphonique vieillissante. Présentement, 50 utilisateurs du bureau national et du bureau d'Ottawa mettent à l'essai les pleines capacités de Skype pour entreprises et les services et le matériel téléphonique traditionnels ont été remplacés. Une fois le projet pilote terminé avec succès, le SCFP lancera Skype pour entreprises à l'échelle de l'organisation, au 3<sup>e</sup> trimestre de 2017.

Le SCFP s'est associé à Xerox et a commencé l'installation, dans l'ensemble de l'organisation, d'une nouvelle solution de production gérée (impression / copie / scan / télécopie) basée sur les appareils multifonctions de XEROX. Cette initiative vise à remplacer des imprimantes qui sont directement branchées à des ordinateurs individuels afin de réduire considérablement le nombre total d'appareils d'impression utilisés. À la fin de l'installation, tous les utilisateurs du SCFP auront accès à une impression sûre, confidentielle, en couleurs et mobile et à un scan direct vers les courriels et OneDrive pour entreprises. En plus de permettre au SCFP de réduire son empreinte carbone, le projet créera d'importantes économies annuelles.

2017 marquera un jalon pour le SCFP, car tous les ordinateurs de bureau qui restent seront remplacés par des ordinateurs portables, ce qui permettra à tous les utilisateurs de travailler n'importe où et n'importe quand, tout en réduisant les coûts de location pour les réunions, conférences et congrès. Les utilisateurs qui n'ont pas Windows 10 seront mis à niveau et le cycle de mise à jour des ordinateurs passera de trois à quatre ans, ce qui accroîtra la rentabilité de l'investissement du SCFP.

## **PROPRIÉTÉS ET BAUX**

Nous avons terminé la conception de notre nouvel espace qui logera le BRCB à Burnaby et nous comptons soumissionner la construction de nos améliorations locatives en mars. Notre équipe de projet travaille avec diligence à la création d'un environnement de travail moderne, flexible et respectueux qui favorisera l'échange d'idées et la collaboration.



Nous continuerons à faire participer le personnel à ce projet. L'emménagement dans les nouveaux locaux est prévu pour l'automne 2017.

Nous nous occupons des réparations et des modifications de systèmes de bâtiment de nos propriétés de Regina et de Cranbrook, en plus d'apporter des améliorations locatives à nos installations de Winnipeg, Trail et Kenora.

Nous avons récemment renouvelé les baux de nos bureaux de Sudbury et Oshawa. Nous étudions aussi différentes possibilités pour notre bureau de Barrie.

Nous emménagerons dans de nouveaux locaux à Abbotsford à l'automne 2017. Nous avons commencé à travailler à la conception du nouvel espace.

## **CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS**

Il y a eu beaucoup de conférences et d'activités au SCFP au début de 2017, dont plusieurs réunions de services, des réunions du personnel régional et du bureau national et des réunions des comités nationaux.

Le Service de l'égalité a tenu une rencontre de ses cinq comités de l'égalité les 15, 16 et 17 février 2017 au Fairmont Château Laurier, à Ottawa. Le Conseil autochtone, le Comité des personnes handicapées, le Comité du triangle rose, le Comité arc-en-ciel et le Comité des femmes se sont tous rencontrés individuellement, pour ensuite se réunir en séance plénière afin de discuter d'enjeux d'importance pour leurs comités et membres.

Nous nous tournons maintenant vers la conférence « Bâtir des sections locales fortes », qui aura lieu du 3 au 6 avril 2017, au Centre des conférences et du commerce international de Halifax.

Voyages WE s'occupe des demandes d'hébergement aux hôtels de nos délégués : le Hampton Inn, le Homewood Suites, le Westin Nova Scotian et le Delta Halifax.

Entre-temps, le SCFP continue de se préparer pour le congrès national de 2017 qui se tiendra à Toronto du 2 au 6 octobre. Le préavis avec tous les renseignements nécessaires à votre préparation pour cet événement excitant, sera mis à la poste le 5 avril 2017 et sera également disponible en ligne.

## **FORMATION ET PERFECTIONNEMENT**

### ***Renouvellement du programme du Collège syndical du Canada***

Le 13 janvier 2017, le conseil d'administration du Collège syndical du Canada (CSC) a approuvé une proposition de renouvellement du programme du Collège.

Le nouveau programme proposera un contenu substantiel avec apprentissage en profondeur et formation en réflexion critique, en plus de favoriser l'acquisition de solides compétences en leadership syndical.

Les coûts de ce nouveau modèle ont diminué. En effet, les participants suivront l'une des quatre semaines en ligne. Les sessions en personne seront offertes pendant les écoles du CTC. Les droits de scolarité du CSC et les frais pour les sections locales seront donc moins élevés.

Enfin, le nouveau programme reconnaît qu'il est efficace de créer divers groupes d'apprentissage entre syndicats nationaux. Les étudiants seront invités à coordonner leurs choix de cours avec des collègues pour choisir eux-mêmes leurs groupes de cohortes.

**Calendrier :** Les trois sessions en personne et sur place d'une semaine commenceront aux cours du CTC en février 2018. Le registraire du CSC collaborera avec le Groupe de travail des affiliés cette année pour mettre la dernière main au curriculum et au contenu des cours, en plus d'élaborer une stratégie de promotion et d'inscriptions pour le nouveau programme. La DDS participera au Groupe de travail des affiliés.

### ***Formation pour les exécutifs des sections locales***

La DDS lance un nouveau programme au printemps 2017. La formation des exécutifs des sections locales (FESL) vise à renforcer le leadership au SCFP pour des années à venir. Les choix de cours proposés aux membres des exécutifs sont les suivants :

- Renforcer les compétences, déléguer et former de futurs leaders;
- S'attaquer aux inégalités et bâtir des syndicats inclusifs;
- Montrer comment les leaders peuvent favoriser la participation active des membres;
- Être des leaders stratégiques, organisés et efficaces;
- Comprendre les rôles et les moyens à prendre pour travailler efficacement ensemble;
- Outils décisionnels pour le leadership;
- Acquérir des compétences pour faire face aux conflits;
- Analyser les moyens que prennent les leaders pour promouvoir la solidarité dans le mouvement syndical.

Les ateliers de formation des exécutifs des sections locales sont d'abord destinés aux personnes occupant des postes élus. Toutefois, ils seront ouverts aux membres qui veulent en apprendre plus parce qu'ils songent à faire partie de leur exécutif un jour.

Les ateliers peuvent être offerts à un seul exécutif de section locale ou à un groupe de membres occupant le même poste à l'exécutif, ou encore à un groupe mixte qui assiste à une activité d'éducation du SCFP. De plus amples détails seront fournis dans le rapport au Conseil de juin.

## ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le confrère Brian Edgecombe est devenu président du Conseil de fiducie mixte du Régime de retraite des employé(e)s du SCFP et j'en suis devenu le vice-président.

Le Conseil de fiducie mixte tiendra sa première réunion le 12 avril.

Cette réunion portera sur les résultats préliminaires de l'évaluation actuarielle du 1<sup>er</sup> janvier 2017, qui doit être déposée auprès des autorités en 2017. Diverses options seront présentées aux fiduciaires pour étude dans le but d'alléger les effets des exigences de capitalisation du déficit de solvabilité. Nous travaillons toujours en étroite collaboration avec les conseillers professionnels du Régime pour aider les constituants dans ce très important dossier.

Le ratio de solvabilité du Régime selon la valeur du marché est passé de 84,1% au 1<sup>er</sup> janvier 2016 à 90,9 % au 1<sup>er</sup> janvier 2017. C'est une bonne nouvelle, mais il demeure bien en deçà de 100 % et des résultats de la dernière évaluation de 96,9 % déposée au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Le rendement du Régime a été très bon en 2016, avec un taux de rendement brut de 12,07 %.

Les préparatifs sont en cours pour la vérification de la caisse de retraite de 2016.

### **Retraites**

Le confrère Mark L. Kernaghan, bureau régional du Manitoba – 1<sup>er</sup> février 2017

La consœur Carol Judges, bureau de Peel – 1<sup>er</sup> avril 2017

Le confrère Duncan Bronson, bureau de Windsor – 1<sup>er</sup> avril 2017

La consœur Anne-Marie Caron-Côté, bureau d'Edmundston – 1<sup>er</sup> juin 2017

La consœur Colleen E. Quintal, bureau de Lethbridge – 1<sup>er</sup> juillet 2017

La consœur Lori J. Baldock, bureau régional du Manitoba – 1<sup>er</sup> octobre 2017

La consœur Doris Daigle, bureau de Saint-Jean – 1<sup>er</sup> octobre 2017

Le confrère Richard Alexander, bureau de Kelowna – 1<sup>er</sup> novembre 2017

## CONCLUSION

Je suis impressionné par l'ampleur du travail entrepris partout au pays, aux niveaux national, régional et local. En 2017, nous nous efforcerons de relever chaque défi auquel nous ferons face, inspirés par la détermination dont nos membres ont fait preuve au cours des récentes grèves.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:mar/sec